

ECOLO

Les élections, la peur au ventre

Pris en tenailles entre la déception des environnementalistes et l'irritation des autres partis, Ecolo tente d'empêcher le retour des fantômes du passé. Mais de la crise autour du photovoltaïque au test en cours sur la taxe kilométrique, les pièges sont nombreux...

Par **Olivier Mouton**

Les temps sont durs pour Ecolo. Tandis que le PS dégringole dans les sondages malgré la popularité d'Elio Di Rupo, les Verts stagnent dangereusement autour des 11 % en Wallonie et chutent sous les 10 % à Bruxelles. C'est désormais la gauche radicale qui profite des déçus du socialisme. « La progression du PTB est l'expression de la colère des citoyens face au tout va bien du Premier ministre qui est un déni des réalités », gronde Emily Hoyos, coprésidente du parti. Peut-être. Mais contrairement à 2009, quand l'air du temps était à la lutte contre le réchauffement climatique, Ecolo n'attire plus les mécontents. Comme si l'usure du pouvoir – depuis dix ans à Bruxelles, cinq en Wallonie – n'épargnait pas une formation politique qui accumule les déboires depuis un an.

« La campagne électorale ne sera pas de tout repos pour eux en raison d'une succession de dossiers difficiles : la crise du photovoltaïque en Wallonie, le dossier éolien et aujourd'hui, la taxe kilométrique », analyse Pascal Delwit, politologue à l'ULB. Ecolo est forcé de slalomer entre les intentions malveillantes de partenaires politiques irrités et les pressions impatientes des associations environnementalistes. « Les Verts sont gouvernés par la peur », résume Christophe Schoune, secrétaire général d'Inter-Environnement Wallonie. ●●●



BOMBE En période préélectorale, la taxe kilométrique, entre autres, sera très difficile à gérer pour Ecolo.



●●● Un responsable fédéral du CDH, au mano à mano permanent avec Ecolo, fustige : « Ce parti ne semble plus en capacité d'assumer sa priorité politique. Gouverner la peur au ventre, c'est la pire des choses. Et c'est très difficile à gérer pour les partenaires qui ne savent plus à quoi s'en tenir... »

Le fantôme des écotaxes

Les dossiers environnementaux délicats collent aux dirigeants écologistes comme les sparadraps au doigt du capitaine Haddock. Dernier avatar ? La taxe kilométrique. Un millier d'automobilistes participent pour le moment, et pendant huit semaines, à un projet pilote dont les résultats sont attendus... mi-mai, dans la dernière ligne droite avant les élections. « Le but est que les gens changent leur comportement de mobilité », soulignait début février Bruno De Lille, secrétaire d'Etat bruxellois à la Mobilité, le premier à communiquer sur le lance-

ment de ce test. Membre de Groen, le parti flamand frère d'Ecolo, il précisait : « Il ne s'agirait pas d'un nouvel impôt mais d'un glissement de la taxe de la possession d'une voiture vers son utilisation. » La précision n'a pas rassuré.

Le dossier a été le fruit d'un accord politique signé en 2011 liant une bonne dizaine de ministres des trois Régions du pays, mais il est pourtant devenu une bombe en période pré-électorale pour les écologistes. « Je suis radicalement contre », lance Paul Magnette, président du PS. « Il faudra me passer sur le corps », enchaîne Benoît Lutgen, son homologue du CDH. Surtout, une pétition en ligne a rassemblé en dix jours quelque 170 000 signatures pour s'y opposer. Après quelque hésitation, Ecolo a repris le refrain du refus. « C'est déjà pénalisant de prendre sa voiture aujourd'hui, explique Emily Hoyos. Il existe de facto une double taxation au kilomètre : le prix du carburant, qui n'a cessé d'augmenter, et les accises. Je ne vois pas pourquoi ce devrait être encore plus cher. » Et l'étude, alors ? « En termes de timing, cela vient soit trop tôt, soit trop tard. Il est hallucinant que l'on ait dû attendre trois ans pour établir des paramètres, qui ne sont pas satisfaisants à nos yeux. Et c'est trop tôt parce que l'on doit d'abord travailler sur des alternatives. » « Politiquement, poursuit Emily Hoyos, nous sommes bien dans nos baskets, c'est le fruit d'un accord entre ministres de tous les partis. » Des propos qui font sursauter Benoît Lutgen : « C'est moi qui me suis opposé à la volonté d'Ecolo au moment de la déclaration de politique régionale. Ils y étaient favorables. J'ai demandé explicitement que l'on limite cela à une étude, sur un péage à durée limitée, dans la zone RER. Autant de précisions importantes qui n'ont pas été rappelées par Bruno De Lille. »

La polémique initiée par le secrétaire d'Etat bruxellois à la Mobilité risque de causer des dégâts. « Le timing de Bruno De Lille est terrible pour les écologistes francophones, commente le politologue Pascal Delwit. Cela l'arrange peut-être pour séduire son électorat, les cyclistes flamands du centre



EMILY HOYOS, COPRÉSIDENTE

« Le gouvernement fédéral n'a pas de bilan mais il a un grand prestidigitateur comme porte-parole. Au gouvernement wallon, ils ont un bilan audacieux. »

de Bruxelles, mais ce sera très difficile à gérer pour Ecolo, même s'il dit ne pas en vouloir maintenant et qu'il n'est pas responsable de cette proposition. Quand on parle d'éco-fiscalité, on rappelle inévitablement le souvenir des écotaxes. » Ecotaxes : le mot est lâché. Négociées par Ecolo au début des années 1990 en échange de leur soutien à la quatrième réforme de l'Etat, elles ont été traînées comme un boulet par le parti durant de longues années. « Les écotaxes ? J'étais encore à l'école quand cette discussion a eu lieu, glisse Emily Hoyos. Ecolo s'est rendu un très mauvais service à l'époque parce que la fiscalité verte doit être encourageante et pas décourageante. On a fait alors l'inverse de ce qu'il fallait faire : la transition énergétique, il faut la financer en taxant les revenus spéculatifs des traders, pas les comportements des Belges. C'est un grand malentendu, qui n'est plus dans le programme d'Ecolo. »

Chez les environnementalistes, on le regrette. Christophe Schoune fustige la « reculade » des partis sur la taxe kilométrique, singulièrement celle d'Ecolo, et parle de « couardise ». « L'éco-fiscalité restera indispensable pour régler les questions environnementales et financer la transition énergétique qui demandera des milliards et des milliards d'investissements, indique-t-il. C'est un déni de la réalité. Il n'y a plus aucun discours volontariste de la part d'Ecolo. »



CHRISTOPHE SCHOUNE

(Inter-Environnement Wallonie) : « Ecolo est devenu un parti de gauche comme les autres. »

Le chaos énergétique

Politiquement, cela a tapé dur contre Ecolo au cours de l'année écoulée. Dans le domaine énergétique, singulièrement. « Nollet prend les gens pour des cons », fulminait Melchior Wathelet, secrétaire d'Etat fédéral CDH à l'Energie, en septembre 2013 quand le chef de file écologiste du gouvernement wallon promettait « une électricité moins chère pour deux Wallons sur trois ». Le reflet d'une animosité réelle, même si la force des mots était induite par la colère. Depuis, un accord sur la tarification progressive a été conclu, au forceps.

La source des tensions? La crise du secteur photovoltaïque. Des mois durant, Jean-Marc Nollet, en charge de l'Energie au sein de l'équipe de Rudy Demotte, a dû gérer une bulle spéculative née d'un soutien public devenu trop important au regard des coûts réels du secteur. Pour le MR, mais aussi certains parlementaires CDH et PS, cela tuait une filière. « Jean-Marc Nollet a mis un temps dingue à gérer un bug d'un système mis en place sous la législature précédente, sans Ecolo, défend Emily Hoyos. Toute cette énergie a occulté le fait qu'au même moment, le montant des primes à l'isolation doublait. Jamais autant de Wallons n'ont pu être aidés. »

Les environnementalistes, pourtant, dégainent. « Les rendements du photovoltaïque sont désormais plus acceptables, ils ont descendu de 25 % à 5 %, reconnaît Christophe Schoune. Il fallait réformer cette politique de soutien au secteur et ceux qui affirmaient que l'on ne modifie pas les règles du jeu en cours de route en étaient les bénéficiaires. Mais Jean-Marc Nollet a créé la confusion avec sa communication. Il n'aurait pas dû sortir la mesure de la gratuité de l'électricité comme un lapin de son chapeau en guise de parade. En pleine crise, c'était une erreur tactique. Surtout, les politiques se sont concentrés sur le photovoltaïque et l'éolien parce que c'est visible et plus sexy. Beaucoup moins sur la diminution de la consommation et l'efficacité énergétique. »

Le principal intéressé, Jean-Marc Nollet, reste en apparence serein. « L'énergie est devenue un enjeu politique central, et c'est une bonne chose, assure-t-il. Le problème, c'est que certains en ont fait un jeu politicien. Le moment où tout a basculé, c'est quand Ecolo a obtenu le vote du décret sur le décumul des mandats au parlement wallon, qui irrite les municipalistes. Il est normal de passer par de tels moments difficiles quand on prend ses responsabilités sur un dossier important. Faire de la politique simplement pour gérer et maintenir les choses en équilibre, cela ne m'intéresse pas. Lors de cette législature, cela a avancé beaucoup plus au cœur du système qu'en 1999 et 2004. Je me permets de penser qu'à part Ecolo, il n'y en a pas beaucoup qui pensent à long terme. La plupart sont obnubilés par le court terme. »

Un parti de gauche comme les autres

Une chose est certaine: avec ses certitudes confuses, Ecolo énerve ses partenaires. « Au fédéral, ils critiquent la diminution de la TVA sur l'électricité, mais ils affirment au niveau régional que l'électricité doit être gratuite, argumente un ténor fédéral. La taxe kilométrique, dans le fond, ils y sont favorables, mais ils disent le contraire. Ils se prétendent en faveur de la participation citoyenne mais ils n'ont rien voulu entendre dans leur développement du plan éolien, et ces moulins à vent risquent d'être une nouvelle source de spéculation. A côté de

cela, ils défendent des positions de gauche dignes du PTB à l'image de la députée Zoé Genot sur les Afghans (*NDLR : elle s'est opposée à tout rapatriement*). Sous la présidence de Jean-Michel Javaux, ils faisaient encore illusion, mais ce n'est plus le cas. »

Dans le camp associatif, la critique est tout aussi amère, bien que différente sur le fond. « La question environnementale, centrale au moment de la création d'Ecolo, s'est diluée avec le temps, note Christophe Schoune. C'est devenu un parti de gauche comme les autres. Ecolo a la responsabilité de montrer la voie face à d'importants chemins de société et il ne le fait plus assez. Bien sûr, le contexte ne lui est plus aussi favorable qu'en 2009, la crise socio-économique est passée par là. Mais le secrétaire d'Etat américain John Kerry ne vient-il pas d'affirmer que le réchauffement climatique était une arme de destruction massive? »

Alors, 2014, nouvelle année horribilis garantie pour Ecolo? « Toutes ces tensions ont bien sûr mis un peu de friture sur la ligne, mais les gens ne sont pas dupes, prolonge Emily Hoyos. Le gouvernement fédéral n'a pas de bilan mais il a un grand prestidigitateur comme porte-parole. Au gouvernement wallon, ils ont un bilan audacieux. Ils avaient une vraie déclaration de politique générale, qui a été exécutée même s'il faut reconnaître que ce ne sont pas les champions de la communication. » Quant à la suite, la coprésidente publiera en mars un livre « fondamentalement optimiste ».

PHILIPREYNAERS/PHOTO NEWS



BRUNO DE LILLE (GROEN) « Son timing est terrible pour les écologistes francophones », analyse le politologue Pascal Delwit.

« Si je ne pensais pas que nous avons entre les mains de quoi déjouer la fatalité, je changerais de métier. Notre campagne sera socio-économique. Nous avons mis les mains dans le cambouis depuis dix ans à Bruxelles et cinq ans en Wallonie, nous avons monopolisé des centaines d'emplois dans le secteur de la construction, nous travaillons à recréer de vraies filières économiques. Nous pouvons dire aux électeurs: ça, ce n'est pas du peut-être, ça marche! »

Encore faut-il que le message passe... « Ecolo, ironise un président de parti, a surtout la peur panique de redevenir marginal en tombant autour des 5 %. » ● O.M.